

Le 6 décembre 2024

L'enseignement supérieur, c'est nous et pas vous !

À la suite des déclarations du Gouvernement notamment en lien avec le définancement de l'enseignement supérieur, la FEF s'oppose fermement au projet que celui-ci porte.

Aujourd'hui, le Gouvernement fait preuve de réformite aiguë de l'enseignement et, par là même occasion, dégrade la condition étudiante ainsi que le métier d'enseignant !

La sonnette d'alarme a été tirée à de nombreuses reprises par différents acteurs de terrain, mais les problèmes restent banalisés pour des raisons purement économiques, de telles économies ne peuvent être faites sur des secteurs aussi importants que notre enseignement. Notre enseignement est et doit continuer à l'être, le socle de notre société. Le définancement prévu par notre Gouvernement, avec des politiques d'austérité, ne peut garantir le maintien de démocratisation ni les missions premières de notre enseignement.

La vision du gouvernement actuel est la suppression des statutaires, la volonté manifeste de réduire l'enseignement professionnel et technique, la diminution des pensions des futurs enseignants, la production d'aucun plan de lutte contre la précarité.

La réalité du terrain est autre, les étudiants en école supérieure d'art et haute école étudient dans des infrastructures délabrées, les étudiants universitaires, ce font dans des auditoriums surpeuplés.

La précarité étudiante est de plus en plus grandissante, les étudiants cumulent les jobs étudiants pour finir les mois.

Or, aujourd'hui, la solution choisie par le Gouvernement génère :

- 6,5 millions d'euros en moins dans l'enveloppe de l'enseignement supérieur, alors même qu'il avait annoncé l'ouverture de cette enveloppe.
- 21 % en moins de subventions pour l'ARES.
- Une augmentation du minerval pour les étudiants HUE.
- Une augmentation des frais d'équivalence de 200 euros.

Comment le Gouvernement peut justifier, dans un contexte où l'enseignement supérieur réclame depuis des années un refinancement structurel, une coupe budgétaire de 6,5 millions d'euros dans une enveloppe déjà insuffisante pour les HE, ESA et Universités ?

L'ensemble des acteurs de terrain ne payeront pas le prix de l'austérité que le Gouvernement veut imposer. On invite le Gouvernement à écouter les revendications de l'ensemble des acteurs de terrain.

■ **Présidente** : Hajar Benhachemi | T 0473 93 45 85 | hajar.benhachemi@fef.be